

TIPASA

Les familles des victimes du terrorisme menacent de marcher sur la capitale

Lors d'une conférence de presse organisée récemment à la maison des jeunes de Tipasa, Ahmed Abaya, le secrétaire général de la coordination de wilaya des familles victimes du terrorisme interpelle les plus hautes autorités de l'Etat sur leur situation.

Dans le mémorandum que le secrétaire général a adressé au président de la République, il demande une intervention urgente et la prise en charge des problèmes de ces familles.

Ahmed Abaya met en avant la précarité des veuves des victimes et

des blessés du terrorisme. Il précise que la pension qui était de 8 000 DA par mois jusqu'en 2004 a été revalorisée à 16 000 DA. Il note aussi que ce montant reste insuffisant eu égard à la cherté de la vie. Il met en évidence les problèmes induits par la non-prise en charge sociale de ces personnes (retraite et assurances sociales). Le secrétaire général rappelle à l'assistance que l'ancien ministre de la Solidarité s'était engagé pour la construction de 100 logements par wilaya au profit des victimes du terrorisme. «C'est un projet mort-né», déclare-t-il, en ajoutant : «Les veuves et familles

des victimes du terrorisme habitent actuellement des bidonvilles et des habitations précaires.»

Il met à l'index les services de la wilaya dans la prise en charge des dossiers des familles. «Le règlement des pensions s'effectue sur la base de la date du dépôt du dossier et non celle initiale de la reconnaissance de victimes du terrorisme», clame le secrétaire général .

Il insiste par ailleurs sur «la contribution de ces familles qui a permis l'adoption des textes de lois de la réconciliation et de la concorde nationales, particulièrement son article 47». C'est à ce titre qu'il

revendique l'adoption d'une loi spécifique à la condition des familles victimes du terrorisme.

Se faisant plus menaçant, Ahmed Abaya, tout en refusant de recourir à la rue et aux manifestations violentes, estime qu'«il est temps pour l'Etat de revoir les conditions de prise en charge de cette frange de la société, et à ce titre, un ultimatum de 40 jours est donné pour le règlement de ces problèmes, sinon, une marche vers la capitale pourrait avoir lieu à la fin du mois d'avril».

Larbi Houari

SAÏDA

La protesta «zenga zenga»

Après avoir saisi les instances locales et nationales concernées, les habitants du bidonville de la cité Commandant-Mejdoub viennent une fois de plus de solliciter le wali à travers une pétition diffusée au niveau de la maison de la presse de Saïda.

Dans bon nombre de nos villes et villages, ou à leur périphérie, viennent se blottir des constructions illicites. Le bidonville de la cité Commandant-Mejdoub s'est niché à la sortie sud de la ville, sur une berge escarpée de l'oued, à un endroit où la paisible rivière vient finir sa lente traversée de la belle forêt récréative du Vieux-Saïda.

Dans leur requête, les pétitionnaires s'étonnent des réactions du chef de daïra qui les accuse «d'engendrer tous les maux de l'urbanisme dans toute la wilaya qui, à cause de leur occupation illégale, connaît d'énormes défaillances au niveau des VRD (eau, assainissement...) et la surcharge des salles de classes et de ce fait, l'ad-

ministration ne peut satisfaire vos doléances...».

Le dernier point soulevé relatif à la scolarisation fait sans nul doute allusion à l'exode rural qui pousse les autorités compétentes à ne pouvoir éradiquer ce phénomène qu'en recensant les occupants afin de ne pas léser les autres demandeurs de logements dont les familles – par morale citoyenne ou manque de courage c'est selon – préfèrent continuer à souffrir de l'exiguïté de la demeure parentale et ne pas opter pour l'aventure incertaine d'une construction illicite, une astuce sociétale récurrente et multipliée visant le fait accompli. Il est utile de rappeler que la cité Commandant-Mejdoub, communément appelée El-Ougoub, fut la première à accueillir le recasement d'une partie des habitants du premier bidonville implanté à l'emplacement d'un ancien camp de regroupement, éradiqué, à l'entrée ouest de la ville. Pour l'histoire colportée de mémoire, le commandant Mejdoub – de son vivant – promettait, disait-on, que les habitants d'El-Ougoub seraient les premiers occupants des riches villas

des colons du quartier résidentiel des Castors.

Ce premier bidonville fait face en amont à un autre bidonville et de plus grande envergure, la cité Commandant-Daoudi-Moussa, et ces deux points noirs juxtaposés étaient la hantise des locaux car les officiels préféraient entamer leurs visites par cet accès ouest qui offre une belle vue panoramique de l'ancienne ville. Alors, un ancien responsable politique (ex-serviteur agricole zélé de Sa Majesté comme il lui plaisait de s'en vanter) suggéra – dans le but de dissimuler les deux plaies – de creuser, à l'abri des regards, une route encaissée dans la colline médiane... Le coût faraneux, non planifié, et la faisabilité, non étudiée, ont eu raison de l'abandon de ce fameux projet qui garde ses vestiges en témoignage de son histoire aventureuse...

Si vous entendez le refrain socio-politique «Zenga Zenga», dites-vous bien que celui qui le chante est un mal-loti, il le fredonne pour se soulager...

Tahar Diab

AÏN-DEFLA

Exaspéré par la bureaucratie, il tente de s'immoler par le feu

Mohamed est un installateur de compteurs électriques qui a bénéficié du dispositif de l'Ansej. A force de persévérance et d'efforts, il est arrivé à créer des postes d'emploi et rembourser la totalité des crédits bancaires contractés.

Mais depuis quelque temps, il affirme que la direction de la Société de distribution de l'Ouest (SDO), une filiale de Sonelgaz, fait traîner en longueur le paiement de ses factures. «Certains ont vu leurs factures liquidées avant les miennes bien qu'ils les aient déposées après moi», nous dit-il, ajoutant que «toutes les démarches que j'ai effectuées pour avoir une entrevue avec le directeur se sont soldées par des fins de non-recevoir».

Mohamed, en désespoir de cause, a tenté, mardi dernier, de s'immoler par le feu devant le siège de la SDO. Il a fallu l'intervention de la police et des hommes de la Protection civile pour le ramener à la raison.

Ce n'est que le lendemain de cette tentative de suicide qu'il a été reçu par le directeur local de la SDO. «Au lieu de traiter mon dossier, le directeur a menacé de mettre fin à la convention qui me lie à sa société», nous dit-il.

Cependant, il garde espoir en nous montrant l'invitation par le directeur régional à se présenter au siège administratif à Oran. «Pour- tant, j'ai fait mes preuves, puisque j'ai déjà installé 460 compteurs depuis le début de mes activités.» Il ajoute : «A la subdivision de la SDO d'El-Attaf, le responsable s'est montré correct en signant un des documents comp-

tables, mais en ce qui concerne le procès-verbal de réception provisoire des travaux, les agents administratifs chargés de le valider font traîner les choses sous divers prétextes.» Ce ne sont pas les seuls pérégrinations de Mohamed. Il déclare avoir déposé une demande d'extension de son Eurl, la banque, document à l'appui qu'il exhibe, a donné son aval pour un autre crédit. Selon lui, à l'Ansej, on lui a exigé un contrat de location d'un local commercial.

La daïra d'El-Attaf lui a attribué un local, mais sous une adresse différente. «J'ai essuyé un refus pour cela et ma demande a été rejetée car au niveau de la direction du registre du commerce de Aïn Defla, on m'a exigé un nouveau dossier : retour à la case départ. Pour- quoi un tel acharnement ?» s'interroge-t-il.

Karim O.

COMMUNIQUÉ DE LG OPTIMUS ONE

Toute une révolution... entre vos mains

Pratiquement, ce sera la surprise de l'année : LG Optimus One, le dernier né des smartphones arrive enfin en Algérie et indéniablement de par son originalité, sa charge technologique et surtout son prix incroyable, imbattable et à la portée de tous compte faire «parler» de lui sur toutes les voies de communication. Il sera inoubliable puisqu'il marquera pour longtemps le marché du GSM. Il l'a fait dans le monde tout récemment avec un record de ventes impressionnantes de l'ordre de un million d'unités «arrachées» en seulement... quarante jours !

S'affichant à moins de 30 000 DA, LG Optimus One aura du mal à se trouver un sérieux concurrent dans son segment. Mais il aura beaucoup de plaisir à faire le bonheur aussi bien des usagers

ordinaires que celui des professionnels. Au- delà de son prix, le professionnel sera surpris de découvrir la dernière version d'Android développée par l'association entre Google et OHA. Infini et aux capacités inimaginables avec une ouverture extrêmement poussée, LG Optimus One basé sur le dernier né d'Android offre dès le départ plus de 150 000 applications gratuites et continuellement mises à jour. En le connectant à votre laptop, LG Optimus One peut être aussi utilisé comme modem à large bandes permettant ainsi une connexion larges bandes mobile sans être pour autant obligé d'acheter un dungle larges bandes. Autre caractéristique et non pas des moindres se rapporte à l'extra fonctionnalité du Relais Hot-spot WIFI qui donne la possibilité à des utilisateurs mul-

tiples (maximum 5) d'accéder à Internet en partageant la connexion larges bandes à travers un petit réseau WIFI. Les professionnels saisiront à coup sûr toute la dimension de la dernière technologie rassemblée en une poignée de main dans un appareil aussi léger par le poids et par le prix mais reconnu comme un véritable poids lourd de l'utilité en tous lieux, à tout instant et en demeurant branché à toute information en temps réel.

En somme, il s'agit ni plus ni moins que d'une machine à tout faire ! Absolument. Une réponse rapide, totale et inédite à toute sollicitation, interrogation et autres. C'est le but de l'effort technologique qui a nécessité l'association de plusieurs leaders de réflexion reconnus pour une résultante nommée LG Optimus One.

KHENCHELA

Le faux colonel écroué

Après recherche, les services de police de Khenchela ont mis fin aux agissements d'un faux colonel de 35 ans auteur d'escroquerie, faux et usage de faux et usurpation d'identité, et ce, suite à différentes plaintes déposées au niveau des services de police par des victimes, dont une majorité de femmes. Ce faux militaire se faisait passer pour un colonel, ce qui lui permettait de s'emparer des bijoux et de grosses sommes d'argent, en promettant le mariage à ses victimes. Arrêté par la police, ce faux militaire était en possession d'un faux document d'identité et fait l'objet de plusieurs bulletins de recherches.

La peine de mort pour le tueur de l'ex-joueur de l'USMK Yacine Mrah

Le tribunal criminel d'Oum-El-Bouaghi a condamné le jeune A., ingénieur en hydraulique, auteur du crime contre le jeune Yacine Mrah, ex-joueur de l'USM Khenchela et de l'US Chaouia, à la peine de mort. Les faits de ce drame remontent déjà à plusieurs mois quand le cadavre de la victime a été retrouvé dans un lac à Aïn Fakroun. Après une enquête menée par les services de police, le suspect dans cette affaire, qui probablement accompagnait le défunt Yacine dans un voyage à Alger, l'a poignardé dans plusieurs endroits avant de l'abandonner à plus de 80 km de son domicile. L'auteur de ce crime crapuleux a avoué son crime tout en dévoilant le mobile.

Un citoyen réclame son passeport et menace d'une grève de la faim

Un homme, Mounir Lagha, 35 ans, demeurant à Khenchela, marié depuis 2004 avec une Française et père d'un enfant de 4 ans a menacé d'une grève de la faim. En effet, ce citoyen n'a pas vu son fils depuis sa naissance, dernier résidant outre Méditerranée faute d'un document qu'il réclame depuis 2006, date de sa première demande au niveau de la daïra de Khenchela.

Ce n'est qu'après une enquête administrative qu'il a eu l'autorisation de mariage de la part des autorités locales. Aujourd'hui, il réclame auprès du wali et du coordinateur de sûreté de la wilaya qu'on lui facilite l'octroi de son passeport pour qu'il puisse rejoindre les siens au plus vite avant de recourir à des choses qu'il n'aime pas faire, car il se sent algérien à part entière et a toute confiance dans les autorités de la wilaya.

À cause des dos-d'âne, plus de 100 taxieurs ferment la RN83

Plus de 100 taxieurs travaillant sur l'axe routier menant aux communes de Mahmel et de Ouled Rechache ont entamé, dès les premières heures de la matinée d'hier, une protestation dénonçant le calvaire de dos d'âne placés un peu partout sur la route de façon anarchique ce qui leur cause des dégâts et des pannes à répétition. Les taxieurs en colère n'ont pas voulu céder et ont exigé l'enlèvement de ces dos de «chameau», chose acceptée par les responsables locaux, ce qui a permis la réouverture de la route nationale permettant aux voyageurs et aux fonctionnaires de regagner leurs postes bien que tardivement.

Benzaïm Abdelouahab